



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficit budgétaire

Question au Gouvernement n° 756

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Franck Reynier, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Franck Reynier. Monsieur le Premier ministre, ma question concerne la situation économique de la France et l'incapacité de votre gouvernement à y faire face. Vous persévérez toujours plus loin dans l'erreur. Les jours passent et nous ne pouvons que constater que vous n'avez toujours pas pris la mesure de la crise.

Les preuves du dérapage budgétaire de la France s'amoncellent : le déficit public s'envole, le déficit commercial se creuse dramatiquement, la croissance est en berne, le chômage explose. Tous les voyants sont au rouge, monsieur le Premier ministre !

Après le renoncement de François Hollande à sa promesse de campagne de ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2013, nous craignons que celui-ci ne soit malheureusement pas de 3,7 % comme nous l'assure Bercy, mais bien supérieur.

Quand le Gouvernement va-t-il réagir ?

Monsieur le Premier ministre, vous devez vous ressaisir ! Vos erreurs dans les secteurs du bâtiment et du logement vont conduire à la destruction de milliers d'emplois, alors même que 100 000 chômeurs de plus impactent le déficit public à hauteur de 2,5 milliards d'euros.

Vous entraînez la France dans une spirale infernale, et c'est sans parler des services à la personne, que vous matraquez systématiquement depuis votre arrivée au pouvoir.

Malgré les nombreuses propositions du groupe UDI, vous n'avez malheureusement rien repris de ce que nous espérions lors de l'examen du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi. Nous espérons que vous vous déciderez enfin à agir pour ce secteur créateur de milliers d'emplois en France lors du passage de ce texte au Sénat.

Monsieur le Premier ministre, ma question est très simple : quand allez-vous enfin prendre la mesure de la gravité de la situation et réagir dans l'intérêt de la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député Reynier, quand allons-nous réagir, me demandez-vous. Je vous répondrai très simplement : c'est tous les jours que nous agissons pour redresser la situation de ce pays ! (*Exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP.*) C'est tous les jours, nous agissons pour redresser l'appareil productif qui se trouve dans une situation de compétitivité dégradée ! C'est tous les jours que nous agissons pour réparer la situation d'endettement et de déficit excessif que vous nous avez laissée, vous, l'ancienne majorité, vous, l'opposition d'aujourd'hui ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. Yves Nicolin. Ça suffit !

M. Yves Jégo. Trois millions de chômeurs !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Rappelons simplement quelques chiffres. En 2011, le déficit public avait fortement chuté pour s'établir à 5,2 %. Si le gouvernement de Jean-Marc Ayrault n'avait pas pris les mesures correctrices indispensables, nous aurions été au-delà de 5,5 % pour l'année 2012 compte tenu de la croissance européenne que nous connaissons.

Plusieurs députés du groupe UMP. Non ! C'est faux !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Nous avons agi et le déficit a été ramené à 4,8 % - en incluant d'ailleurs une

mauvaise fortune concernant la recapitalisation de Dexia.

Nous allons poursuivre dans le sens du redressement des finances publiques, parce que c'est une question de crédibilité et de souveraineté. Je préfère que la France continue d'emprunter à un taux d'intérêt compris entre 1,7 % et 1,8 % plutôt que de voir sa situation dérapier si nous suivions la politique que vous avez menée. Nous allons poursuivre en maintenant en même temps le bon équilibre entre la réduction indispensable des déficits et la croissance.

Je veux dire ici, notamment à la majorité, que non, nous ne menons pas une politique d'austérité. Nous menons une politique sérieuse et crédible. *(Rires et exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP.)* C'est la condition, comme l'ont dit le Président de la République et le Premier ministre, pour pouvoir obtenir ensuite la réorientation de la construction européenne dans laquelle nous croyons.

M. Alain Chrétien. C'est du blabla !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Monsieur le député Reynier, vous êtes un homme de bonne foi ; vous nous ferez des propositions. Nous agissons. Soyez avec nous pour redresser le pays ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Franck Reynier](#)

Circonscription : Drôme (2^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 756

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [11 avril 2013](#)